

SITUATION EN ARMÉNIE

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie/Eurasie de l'Ifri

Si je peux continuer avec vous, M. Kostanyan, la situation dans le Caucase du Sud a radicalement changé en septembre. Le Haut-Karabagh est passé sous le contrôle de l'Azerbaïdjan à la suite d'une opération militaire et la République reconnue du Haut-Karabagh s'est déclarée dissoute à la fin de l'année.

Vous avez dit que 100 000 Arméniens ont été poussés à quitter leur pays dans des conditions dramatiques et à s'installer en Arménie. Certaines personnes parmi les dirigeants du Haut-Karabagh ont été arrêtées. Des soldats de maintien de la paix russes ont été déployés au Karabagh et à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et sont restés impuissants en tant que communauté internationale. Quelle est la situation aujourd'hui au Haut-Karabagh ? Quel scénario pour l'avenir ? Quelles sont les perspectives d'un accord ? Un accord de paix est-il possible ? Parce que Nikol Pashinyan a déclaré à plusieurs reprises qu'il espérait parvenir à un accord de paix avant la fin de l'année, mais malheureusement cela n'a pas été possible à Grenade parce que son homologue ne s'est pas présenté à cette réunion. Existe-t-il un autre scénario d'une nouvelle escalade, d'une nouvelle agression, cette fois du territoire souverain de l'Arménie, en particulier autour du soi-disant « corridor de Zangezur » qui passe par la province de Syunik ? Quel est pour vous le scénario le plus probable pour l'avenir ?

Vahan Kostanyan, vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie

Merci pour cette question. L'Arménie désire et continue de désire établir des relations de bon voisinage avec nos voisins, non seulement avec l'Azerbaïdjan, mais aussi avec la Turquie, avec lesquels nous n'avons pas de relations diplomatiques, nous avons fermé les frontières. Pour un pays enclavé comme l'Arménie, la situation économique est également très difficile dans une période telle que celle que nous connaissons actuellement.

De plus, compte tenu du fait que l'architecture de sécurité mondiale et, en particulier, l'architecture de sécurité européenne, s'est détériorée, nous comprenons la nécessité même de normaliser les relations avec nos voisins. Nous ne quitterons pas cette région et nous garderons les mêmes voisins.

La volonté politique du gouvernement du Premier ministre arménien demeure de normaliser les relations avec l'Azerbaïdjan, et nous croyons aux principes indiqués dans la Déclaration de Grenade, qui sont les suivants :

- le respect total de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux États, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ;



- la compréhension claire de la frontière que nous avons, tenant compte de la Déclaration d'Almaty, signée en 1991 et selon laquelle les frontières administratives de l'ex-République soviétique sont devenues des frontières interétatiques ;
- l'organisation de l'ouverture de toutes les communications dans notre région, fondée sur le respect de la souveraineté et de la juridiction des États qu'elles traversent, sur les principes d'égalité et de réciprocité.

À cet égard, pour façonner d'une manière ou d'une autre cette idée d'ouverture des communications, le Premier ministre a présenté, il y a quelques jours à peine, une vision que nous avons et qui s'appelle « Le carrefour de la paix ». Pour le soi-disant « corridor de Zangezur » que vous avez mentionné, tout d'abord, je vous demanderais de bien vouloir ne pas utiliser ce terme car, en soi, il contient des revendications extraterritoriales à l'égard de la République d'Arménie. Si nos voisins sont vraiment sincères lorsqu'ils affirment qu'ils n'ont aucune prétention extraterritoriale en matière d'ouverture des communications, lorsque nous voyons que « Le carrefour de la paix » est un projet réalisable et réaliste qui peut apporter des bénéfices à tous les États de notre région d'une part ; d'autre part, les liens économiques, les liens logistiques peuvent assurer une paix durable dans notre région.

En ce qui concerne la question de la population du Haut-Karabagh, comme je l'ai déjà mentionné, ces personnes ont été déplacées de force de leur pays d'origine, où elles vivaient en tant que peuple autochtone, et malheureusement, sans tenir compte du fait que l'Arménie tirait la sonnette d'alarme et essayait d'avertir la communauté internationale depuis décembre, date à laquelle le corridor de Lachin a été fermé. Il s'agit d'une action planifiée de nettoyage ethnique du Haut-Karabagh.

La communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité de l'ONU, où quatre sessions ont été organisées, n'a pas réagi de manière adéquate à cette situation. Nous sommes confrontés à un nettoyage ethnique et probablement chacun d'entre nous a sa part de culpabilité lorsqu'il s'agit du sort de ces gens, mais je crois qu'il est encore possible que tous les droits de ces gens, y compris le droit au retour, puissent être reconnus.

Cela signifie et nécessite un peu plus d'efforts de la part de la communauté internationale car, en général, sans un effort commun, la protection des droits et la protection de la Charte des Nations Unies ne sont pas possibles.

Tatiana Kastouéva-Jean

Bien sûr, cette question concernait l'Arménie, mais le vice-ministre Vassilenko pourra peut-être expliquer la position officielle du Kazakhstan sur ce conflit ?

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Nous espérons naturellement que l'Arménie et l'Azerbaïdjan pourront avancer dans leurs négociations de paix et qu'ils pourront conclure un accord de paix de bonne foi.

Je voudrais rebondir sur quelque chose que mon collègue vient de dire concernant l'ouverture des communications dans la région. Cela profitera non seulement à l'Arménie, mais également à une région beaucoup plus vaste, à savoir l'Asie centrale et l'Europe, car nous

travaillons actuellement au développement de ce qu'on appelle le corridor médian et à la stabilité du Caucase du Sud. Le déblocage des lignes de communication dans le Caucase du Sud bénéficiera à de nombreux acteurs et aura de nombreuses répercussions, bien au-delà du Caucase du Sud.

Voilà pourquoi nous prions, en espérant que les deux parties parviennent à un accord de paix, respectant bien entendu l'intégrité territoriale des deux États.

Vahan Kostanyan

Je pense qu'il est très important d'aborder les questions de l'ouverture des communications et, ici, l'Arménie veut faire comprendre à nos collègues que nous ne sommes pas un obstacle à la connexion de l'Europe, de l'Asie centrale et de l'Asie orientale, et à la connexion nord-sud, se connectant aux pays du CCG, par exemple.

C'est nous qui nous y intéressons, mais pour avoir des solutions durables, pragmatiques et réalistes, nous devons adhérer à ces quatre principes : souveraineté, juridiction, égalité et réciprocité. En disant tout cela, nous comprenons bien que, pour être compétitifs sur le changement logistique, nous devons faire des simplifications. Nous sommes prêts à simplifier les processus afin d'attirer plus de marchandises, plus de véhicules et plus de flux de personnes à travers le territoire souverain de l'Arménie.

Je crois que tous nos partenaires, y compris ceux d'Asie centrale, devraient avoir leur rôle à jouer pour convaincre ou faire comprendre que ce sont là les principes qui peuvent rendre le projet réellement attractif et durable.

Roman Vassilenko

Je n'insinuais en aucun cas que l'Arménie faisait obstacle. Je disais que l'accord de paix, le traité de paix et, en général, l'établissement d'un climat de paix et de coopération profiteraient non seulement à vous-mêmes, mais aussi à nous et à l'Europe.

Vahan Kostanyan

Nous pensons que l'ouverture des communications devrait constituer un élément important d'un éventuel traité de paix avec l'Azerbaïdjan, d'une part ; d'autre part, nous souhaitons ouvrir la frontière terrestre avec la Turquie et rétablir également la communication ferroviaire que nous avons pendant la période soviétique.

Tatiana Kastouéva-Jean

Oui, mais tout cela dans le respect de votre souveraineté et de l'intégrité de votre territoire, bien sûr.